

négociations. Nous allons continuer à rechercher des points d'intérêt commun. Nous exhorterons les responsables de la C.E.E. et les pays voulant y adhérer à ne pas oublier les intérêts des pays tiers et l'avenir du commerce mondial lorsqu'il s'agira d'évaluer le mérite des solutions envisagées.

Les honorables députés savent que M. Sharp est présentement en Europe et y discute des répercussions de l'élargissement de la C.E.E. sur l'ensemble des relations entre le Canada et l'Europe.

Nous poursuivrons nos consultations avec les membres actuels et futurs de la C.E.E. Dans ces consultations, nous insisterons auprès d'eux sur le genre de relations qui devraient exister entre une Communauté élargie et le Canada ou d'autres partenaires commerciaux.

Au fur et à mesure que se dérouleront les négociations, nous évaluerons la façon la plus efficace de faire valoir nos droits et obligations contractuels. Nous examinerons également les conséquences de l'élargissement de la C.E.E. sur l'accès préférentiel des produits anglais sur le marché canadien. Entre-temps, nous userons de notre influence au GATT pour intensifier les efforts de libéralisation des échanges et surtout pour préconiser une grande négociation multilatérale devant avoir lieu avant que les résultats de l'élargissement ne soient mis en vigueur. Nous insisterons auprès des États-Unis pour qu'ils assument, de concert avec la C.E.E. et les autres pays industrialisés, le leadership indispensable à la réussite de ces efforts. Nous avons eu l'occasion de discuter de ces problèmes avec les membres du Gouvernement américain au cours de la réunion du Comité conjoint Canada-États-Unis sur le commerce et les affaires économiques qui s'est tenue à Ottawa les 23 et 24 novembre.

Une chose est certaine: le Canada ne peut abandonner aux autres la défense de ses intérêts. Notre pays est un important partenaire commercial de la Grande-Bretagne et un marché intéressant pour la C.E.E. et les autres pays candidats à l'adhésion; nous sommes donc loin d'être dépourvus de moyens. Tous ces pays européens désirent accroître leurs échanges avec le Canada et nous verrons à ce que les modalités de ces échanges soient équitables.

Outre ces efforts, un des objectifs clé de la politique canadienne consistera à intensifier les liens commerciaux nous unissant à l'ensemble de l'Europe. Certains ajustements seront inévitables après l'élargissement de la C.E.E. mais compte tenu de l'ampleur des importations dont l'Europe a besoin, il devrait y avoir de bonnes perspectives de commerce pour nous sur ce marché. Il est essentiel que notre part du commerce européen reflète le rôle que nous assumons dans le commerce mondial.

Nous donnons déjà de plus en plus d'importance à cette région dans les programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce. Un tiers de l'effectif du Service des délégués commerciaux se trouve en Europe. Nous augmentons le budget consacré aux missions et aux foires en Europe. Nous développons la coopération scientifique et technologique avec les pays européens; par exemple, suite à l'envoi au mois de juin d'une mission sur la science et la technologie en Belgique, nous avons élaboré un accord qui devrait faciliter ce genre de coopération avec la Belgique.